



Independent observer
of the Global Fund

COMPRENDRE LES CONTEXTES D'INTERVENTION DIFFICILES DU FONDS MONDIAL

Les informations suivantes proviennent essentiellement de [Politique relative aux contextes d'intervention difficiles](#) publiée en anglais et en français sur le site du fonds mondial

Que sont-ils ?

Les contextes d'intervention difficiles désignent des pays ou des régions caractérisés par :

- Une gouvernance fragile ;
- Un accès déficient aux services de santé et ;
- Des crises d'origine humaine ou naturelle.

Comment un pays est-il classifié contexte d'intervention difficile?

Le Secrétariat du fonds Mondial a créé un indice composite de risque basé sur une combinaison de dix indices publiée par diverses organisations. Cet indice compile des données de qui font autorité et mettent en évidence les risques économiques, de gouvernance, opérationnels et politiques dans un pays. L'indice de risque du Fonds mondial est actualisé chaque année et publié sur le site Web du Fonds mondial, selon le texte de la politique adoptée par le 35^e Conseil d'administration en 2016.

A titre d'exemple le Soudan du Sud a été classifié comme CID dès l'adoption de la politique sur les CID en 2016 ; l'Ukraine a été ajouté sur cette liste récemment quand la guerre y a éclaté en février 2022.

Que vise la politique des CID ?

Le Fonds mondial a adopté la politique des contextes d'intervention difficile en 2016 pour

systématiquement améliorer l'efficacité de ses investissements dans ces pays grâce à :

- L'innovation ;
- Une flexibilité accrue et ;
- Des partenariats

Quels sont pays classifiés comme CID actuellement ?

Afrique

Afrique de l'Ouest et du Centre	Afrique de l'est et australe	Méditerranée orientale	Hors d'Afrique
Burkina Faso, Centrafrique, Congo (République Démocratique) Guinée, Guinée-Bissau Libéria, Mali, Niger, Nigéria Sierra Léone, et Tchad	Burundi, Soudan du Sud,	Eritrée Somalie, Soudan,	Afghanistan, Haïti, Irak*, Corée du Nord, Liban*, Myanmar, Nicaragua, Palestine*, Pakistan, Syrie*, Ukraine, Yémen*

- Dénote d'autres pays de la circonscription de la méditerranée orientale

N'y a-t-il que des avantages pour un pays à être classé comme CID ?

Il y a effectivement des avantages mentionnés ci-dessus.

Beaucoup de ces pays sortent de guerre civile ou sont en proie à une insécurité ou des conflits larvés dans certaines parties du pays. En conséquence, les contextes d'intervention difficiles sont généralement souvent associés à une faiblesse de l'Etat, à une faiblesse du système de contrôle financier, à de la fraude opportuniste ou systémique. Ces faiblesses font que la plupart des pays CID sont aussi soumis à mesures de mitigation de risques comme la politique de sauvegarde additionnelle avec ou non présence d'agents fiscaux ou d'organisations internationales comme acteurs de mise en œuvre. Ces mesures souvent vont à l'encontre de l'appropriation pays car bien souvent, ces acteurs qui viennent appuyer les capacités des pays ne font pas un transfert de connaissance rendant les pays dépendants à cette assistance.

Par ailleurs, plusieurs pays dont le niveau de risque a baissé et qui ne sont plus classifiés comme CID, ont toujours en place ces mesures de sauvegarde alors qu'ils perdent les avantages liés au CID.

Quelques exemples d'innovation, de flexibilité et de partenariat dans les contextes d'intervention difficiles

Lors d'une réunion organisée par le bureau des circonscriptions africaines sur la question des CID, les pays participants ont partagé quelques exemples de flexibilité, d'innovation et de partenariat à la faveur des politique de CID.

Flexibilité : Au Niger, le pays a pu utiliser la valorisation des dépenses de santé de l'état comme preuve de co-financement. Ceci est d'ailleurs conforme à la politique de pérennité, transition et co-financement pour les pays à revenus faibles.

En RDC, le Fonds mondial a accepté une approche contractuelle "Activities-based contracting" au niveau des districts sanitaires (RDC). Cette contractualisation permet une mise en œuvre plus aisée dans les zones où une pénurie d'agents de santé aggrave les soucis administratifs dans l'obtention et la classification adéquate des reçus et autres documents de preuves.

Innovation : au Sud-Soudan avec le soutien du Fonds mondial, des discussions avec les parlementaires

ont été engagés pour mettre en place des lois sur la mobilisation des ressources domestiques.

Au Nigeria, la distribution plurimensuelle des antirétroviraux (ARVs) a amélioré l'adhésion au traitement et la rétention des patients dans le traitement.

Partenariat : Au Mali, dans la mise en œuvre de la politique des CID, le Secrétariat du Fonds mondial a noué des partenariats avec des organisations humanitaires pour fournir des services aux populations dans les zones où l'état malien est absent. Le rapportage et autres besoins administratifs sont plus légers avec ces nouveaux partenaires.

Notons le large éventail des mesures qui concernent les procédures, les politiques du Fonds mondial.

Reference

[Politique relative aux contextes d'intervention difficiles](#)

[The Challenging Operating Environments Policy](#)

[Read More](#)
